Colonie, nommés dans le cadre général organisé par le présent décret, par arrêté du Commissaire aux Colonies après l'avis de la Commission de Classement ».

ARR. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 15 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies p. i.,
François DE MENTHON.

Personnel

N° 195 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 21 février 1944 relatif aux traitements et soldes de certains fonctionnaires et militaires internés et admis à reprendre du service.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Guerre et à l'Air, du Commissaire à la Marine, du Commissaire aux Colonies et du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'article 10 du décret (Guerre) du 10 janvier 1912 portant règlement sur la solde et les revues et les tableaux annexés au dit décret;

Vu les articles 20 et 35 du décret (Marine) du 8 avril 1923 sur la solde des officiers et l'article 35 du décret (Marine) du 22 octobre 1929 sur la solde des équipages;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les textes modificatifs;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les militaires des forces françaises de terre, de mer et de l'air et les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux à l'encontre desquels des mesures administratives d'internement ou de mise en résidence obligatoire ont été prononcées dans les territoires relevant du Comité National Français ou qui ont été internés dans des camps des Forces Alliées et qui ont, après le 8 novembre 1942 et antérieurement à la date de publication du présent décret, été admis à reprendre du service, percevront pour la durée de leur internement ou de leur mise en résidence obligatoire les traitements, soldes et accessoires de traitements et soldes de leur grade, à l'exception du supplément colonial, des indemnités de déplacement et de séjour à l'étranger et des indemnités correspondant au remboursement des frais non exposés par les intéressés durant leur internement ou leur résidence obligatoire (frais de service, frais de mission, etc...).

ART. 2. — Les traitements, soldes et accessoires de traitements et soldes à prendre en considération jusqu'à la date où ces militaires ou fonctionnaires ont été admis, par les autorités compétentes, à reprendre leur service, seront, nonobstant tout avancement de grade, de classe ou d'échelon dont ils auraient pu être l'objet entre temps, ceux dont ils bénéficiaient au moment de l'intervention de la mesure d'internement ou de résidence obligatoire prise à leur égard.

ART. 3. — Toutes les sommes déjà perçues par les intéressés et qui excèderaient celles auxquelles ils peuvent prétendre par application des dispositions qui précèdent, devront faire l'objet de reversement en faveur du ou des budgets qui ont supporté antérieurement la charge des premiers paiements.

ART. 4. — Les sommes dues en vertu des articles 1 et 2 seront à la charge du budget du Comité français de la Libération nationale pour les militaires des Forces Françaises de terre, de mer et de l'air et à la charge des budgets des colonies où ils étaient en service lors de leur internement ou de leur mise en résidence obligatoire, pour les fonctionnaires, employés et agents des Services coloniaux.

ART. 5. — Le Commissaire à la Guerre et à l'Air, le Commissaire à la Marine, le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires et qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 21 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,
André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Familles des militaires mobilisés

N° 196 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel du 23 février 1944 modifiant l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 fixant le taux maximum des allocations pour les territoires d'outre-mer et déléguant pouvoirs aux chefs de territoires pour fixer les détails d'application du décret du 1^{er} septembre 1939.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES;

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES;

LE COMMISSAIRE A LA GUERRE ET A L'AIR;

LE COMMISSAIRE A LA MARINE;

LE COMMISSAIRE AUX AFFAIRES SOCIALES;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 instituant des allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 fixant le taux et les règles d'attribution des allocations instituées par le décret-loi précité;

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 fixant le taux maximum des allocations pour les territoires d'Outre-Mer et déléguant certains pouvoirs aux Chefs de territoires pour fixer des détails d'application du décret du 1^{er} septembre 1939;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Sont remises en vigueur dans les territoires où elles avaient été abrogées, les dispositions de l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — L'article 1^{er} dudit arrêté est modifié ainsi qu'il suit :

« Les taux de l'allocation journalière et des majorations prévues par le décret du 1^{er} septembre 1939 pour les familles de militaires résidant dans les territoires d'Outre-Mer relevant du Commissariat aux Colonies sont fixés par arrêtés des Chefs de Colonie, pays de protectorat ou territoires sous mandat. Ces arrêtés ne seront exécutoires qu'après approbation du Commissaire aux Colonies ».

ART. 3. — Sont validées les dispositions ayant eu pour effet dans certains territoires d'augmenter les taux maxima prévus par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 susvisé.

Alger, le 23 février 1944.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,
André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire aux Affaires sociales,
A. TIXIER.

Promulgations

N^o 199 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 28 février 1944 concernant la réintégration des officiers ministériels;

2^o — l'ordonnance du 28 février 1944 concernant l'utilisation des films cinématographiques;

3^o — l'ordonnance du 2 mars 1944 fixant la composition et le mode de désignation des juges du tribunal militaire de cassation d'Alger appelé à statuer sur les oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du Tribunal militaire d'armée et déterminant le tribunal compétent en cas de renvoi après cassation.

ORDONNANCE du 28 février 1944 concernant la réintégration des Officiers ministériels.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du Commandant en chef français, civil et militaire, du 18 avril 1943 portant abrogation des actes dits « loi du 17 juillet 1940 », « loi du 27 septembre 1940 » et « décret du 5 septembre 1940 », concernant les magistrats et les fonctionnaires civils et militaires relevés de leur fonction;

Vu l'ordonnance du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des Magistrats, Fonctionnaires et Agents Civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés, et l'ordonnance du 5 août 1943 la modifiant;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La réintégration des Officiers ministériels frappés par l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français, sera prononcée sans délai et par simple décret si l'examen du dossier fait apparaître que l'éviction est due à tout motif autre qu'une insuffisance professionnelle grave ou la constatation d'une faute professionnelle grave, ou d'un fait entachant l'honneur ou la probité.

ART. 2. — La non réintégration dans un délai de 6 mois à compter de la promulgation de la présente ordonnance dans le territoire où réside l'officier ministériel intéressé, ouvre le droit à un recours devant le Comité temporaire du Contentieux. Celui-ci peut être saisi par les officiers ministériels qui n'ont pas obtenu leur réintégration pour l'un des motifs prévus à l'article 1^{er}, afin d'établir que leur éviction n'a été due ni à une insuffisance professionnelle grave, ni à la constatation d'une faute professionnelle grave ni à celle d'un fait entachant l'honneur ou la probité.

ART. 3. — La réintégration prononcée prendra effet à compter du jour de la cessation des fonctions des officiers ministériels intéressés.

ART. 4. — La présente ordonnance, qui est applicable en Algérie et aux Colonies, sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 28 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 28 février 1944 concernant l'utilisation des films cinématographiques.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à l'Information;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les cas où la force majeure, résultant d'une interruption des communications, empêche d'obtenir l'assentiment du propriétaire d'un film cinématographique français, ou celui des ayants droit de ce propriétaire, la distribution de ce film hors du territoire pour lequel elle a été concédée pourra être autorisée par le Commissaire à l'Information.

ART. 2. — Les demandes d'autorisation seront adressées au Commissaire à l'Information. Elles mentionneront le nom de la firme de production, le nom du propriétaire et son domicile, ou ceux des ayants droit du propriétaire, le titre de ce film, le nom et le domicile du détenteur actuel du film et les territoires pour lesquels l'autorisation est demandée. Elles seront accompagnées, si la demande émane du détenteur actuel du film, d'une copie certifiée conforme du contrat de distribution qui lie le demandeur au propriétaire.